



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°1

L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est une association *sui generis* de 28 États européens régie par le Traité sur l'Union européenne (TUE) et le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), dans leurs versions actuelles, depuis le 1er décembre 2009 et l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Le statut de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne résulte d'un traité qui ne peut être modifié qu'avec l'accord unanime de tous ses signataires. Elle dispose de la personnalité juridique sur la scène internationale mais n'exerce ses prérogatives que sur un champ géographique restreint, à savoir l'espace territorial de ses 28 États membres.

L'Union européenne n'est ni une fédération ni une confédération mais elle empreinte des caractéristiques aux deux modèles et dispose d'un « pouvoir de contrainte » sur ses membres plus important que dans une organisation régionale classique. On parle en français d'un régime *sui generis* (ce qui est d'ailleurs un latinisme...) mais la langue allemande propose le terme « *staatenverbund* », qui évoque une organisation avec une gouvernance à plusieurs niveaux. Ainsi, il existe bien une entité supérieure aux États, comme dans le cadre d'une fédération, mais les États membres restent souverains.

Les compétences de l'Union européenne

Le traité de Maastricht (1992) avait organisé la construction européenne autour des trois « piliers ».

L'image du pilier s'était imposée au printemps 1991 sur le modèle du temple antique : le fronton (l'Union) soutenu par trois piliers donnant à l'ensemble sa stabilité et son équilibre⁶⁰. Les trois piliers étaient :

• Le 1^{er} pilier était celui des anciennes « Communautés européennes » et des politiques intégrées, c'est-à-dire la communauté économique, le marché intérieur, la politique agricole, l'union douanière, la monnaie unique...

• Le 2^{ème} pilier était toute l'organisation intergouvernementale autour de la politique de coopération en matière d'affaires étrangères et de sécurité commune (la « PESC »)

• Le 3^{ème} pilier concernait la justice et les affaires intérieures, c'est-à-dire la coopération intergouvernementale en matière policière et judiciaire

Cette distinction en trois piliers menant souvent à des dispositifs complexes qui se superposaient, le traité de Lisbonne a simplifié ce fonctionnement et on distingue désormais essentiellement les compétences exclusives de l'UE et les compétences partagées.

<i>Compétences exclusives</i>	<i>Compétences partagées</i>
Concurrence et marché intérieur Politique commerciale commune Monnaie unique Union douanière Conservation maritime	Marché intérieur (hors concurrence) Cohésion économique, sociale et territoriale Politique agricole et halieutique Politique énergétique et environnementale Protection des consommateurs Transports et réseaux transeuropéens Espace de liberté, de sécurité et de justice Sécurité en matière de santé publique

Les institutions de l'Union européenne

Sept institutions différentes mais complémentaires existent au sein de l'Union européenne et chacune d'entre elle joue un rôle spécifique :

- Le Conseil européen est le sommet des chefs d'État et de gouvernement des États membres
- La Commission européenne exerce au quotidien le pouvoir exécutif
- Le Conseil de l'Union européenne rassemble les ministres des États membres
- Le Parlement européen co-détient le pouvoir législatif et vote le budget
- La Cour de justice de l'Union européenne garantit le respect de la législation et veille à l'uniformité de son interprétation
- La Cour des comptes est l'organe de contrôle de l'utilisation du budget
- La Banque centrale européenne est responsable de la politique monétaire

Le fonctionnement de cette structure institutionnelle est très particulier et très imbriqué : le Parlement européen est élu au suffrage universel direct, le Conseil européen et le Conseil des ministres sont composés de représentants des États membres, la Commission européenne est élue par le Parlement (après des auditions) sur proposition du Conseil européen, et la Cour de justice est chargée de veiller à l'application du droit de l'UE.